

R.A.D.I

*Réseau Africain pour le
Développement Intégré*



A.N.I.D

*African Network for
Integrated Development*

*Adresse : Lot 97 Ngor Virage en face SV CITY
BP : 12085 Dakar - Sénégal – radi@orange.sn; www.radi-afrique.org*

**PROJET DE RECHERCHE – ACTION : VIOLENCES SEXUELLES ET ACCES A
LA JUSTICE POUR LES FEMMES ET FILLES RURALES DE L’AFRIQUE DE
L’OUEST (Mauritanie, Sénégal)**

2015-2019



**Session publique de partage avec les organisations de la
Société Civile et les institutions internationales sur le
modèle d’intervention du projet**

Dakar (Hôtel Good Rade), le 23 Mai 2019



Avec le soutien technique et financier de :



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Table des matières

I. Rappel sur le Projet.....	3
II. Contexte et justification de l'Atelier	4
III. Objectifs de la Session	5
IV. Méthodologie de la Session	5
V. Déroulement de l'Atelier.....	5
5.1. Cérémonie d'Ouverture.....	5
5.2. Présentation Plénières des Chercheurs.....	6
5.3. Questions et discussions.....	11
5.4. Clôture de l'Atelier et Recommandations.....	13
VI. Résultats obtenus de l'Atelier.....	14
VII. Album Photos.....	15
VIII. ANNEXES.....	16

I. Rappel sur le Projet

Le Réseau Africain pour le Développement Intégré (RADI) a obtenu du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) un appui pour l'exécution d'un projet de recherche-action « Violences sexuelles et accès à la justice pour les femmes rurales de l'Afrique de l'Ouest ». Ce projet, d'une durée de 36 mois, est mise en œuvre en Mauritanie et au Sénégal. En effet, les violences sexuelles faites aux femmes et aux filles sont répandues dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. Quoique dissimulées en milieu rural qui reste encore pour les chercheurs, un monde caché (Chambers, 2010), elles produisent des conséquences dévastatrices aussi bien pour les victimes que pour les communautés. Malgré leur importance statistique et l'existence d'un arsenal juridique et légal, les violences sexuelles contre les femmes sont peu rapportées dans les structures de sécurité et des instances judiciaires et donc faiblement prises en charge.

Partant ce constat, le RADI a bénéficié d'un appui du CRDI pour mettre en œuvre un projet de recherche-action en Mauritanie (région du Trarza) et au Sénégal (région de Kolda) afin de lutter contre l'impunité des violences sexuelles faites aux femmes et filles.

L'objectif général du projet est d'améliorer l'accès à la justice des femmes et des filles victimes de violences sexuelles, en milieu rural, en Mauritanie et au Sénégal dans le but de lutter contre l'impunité de ces violences et contribuer à leur prévention.

Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants :

- 1-** Établir une meilleure connaissance de l'ampleur, des causes, et des manifestations des violences sexuelles dans les sites choisis en produisant des statistiques désagrégées (Etat des lieux) ;
- 2-** Analyser et interpréter les processus et contraintes d'accès à la justice pour les femmes rurales victimes de violences sexuelles dans les différents contextes géographiques, réalités sociologiques et juridiques en faisant ressortir aussi bien les problèmes structurels dans l'administration de la justice formelle et non formelle qui constituent des entraves aux réponses adéquates aux violences sexuelles et la prévalence et l'interférence des facteurs culturels dans la conduite de la loi par les acteurs de la justice;
- 3-** Proposer des modèles réalistes alternatifs d'accès à la justice pour les femmes et filles rurales victimes de violences sexuelles notamment à travers des activités d'autonomisation de ces femmes.

II. Contexte et justification de la sessions publique

Ce projet de recherche-action, qui a privilégié l'approche participative et partenariale, cherchait à influencer les attitudes individuelles communautaires, les pratiques de la justice formelle et non formelle et des politiques. Soucieux de trouver et de proposer des modèles alternatifs d'accès à la justice, ce projet repose sur trois (03) axes principaux articulés :

- A. Études de bases en Mauritanie et au Sénégal ;
- B. Autonomisation légale des femmes et leurs alliées communautaires (mobilisation pour communication de masse et interpersonnelle au niveau local et plaidoyer au niveau national)
- C. Évaluation de l'évolution des indicateurs de mesure des incidences des activités.

Les résultats des études de base ont permis d'établir une meilleure connaissance de l'ampleur, les formes, causes et conséquences des violences sexuelles, de la typologie des victimes et profils des auteurs. Ils ont par ailleurs mis en exergue les entraves socioculturelles, y compris leur interférence dans l'application de la loi, institutionnelles, juridiques et judiciaires, économiques, historiques, religieuses à l'accès à la justice ainsi que sexuelles, conditions de l'acceptabilité et de l'applicabilité des dispositions juridico-légales.

À la fois bénéficiaires et acteurs de ce projet, les femmes et leurs alliés communautaires se sont constitués en comités d'autonomisation et formés sur la base des résultats de la recherche pour, entre autres, renforcer leur connaissance de leurs droits, la loi contre les violences sexuelles, les techniques de documentation des incidences et aptitudes en communication et animation.

Une fois leurs compétences renforcées, ces comités, dotés d'outils produits sur la base des résultats et d'un plan d'action élaboré de façon participative, ont été mobilisés pour sensibiliser leurs communautés, les décideurs politiques et judiciaires, services de santé et d'éducation, afin de susciter un changement comportement, avec un appui-conseil régulier des chercheurs.

À mi-parcours et à la fin des activités, une évaluation de l'évolution des indicateurs de mesure des incidences du projet a été faite en collaboration entre les chercheurs et les acteurs de terrain.

III. Objectifs de la session publique

Habituellement dans une recherche-action, les tâches des chercheurs et acteurs de terrain sont réparties de façons distinctes et nettes. Dans ce projet, en revanche, les deux composantes ont été articulées en permanence, les différents acteurs ont collaboré à toutes les étapes car la recherche doit contribuer à renforcer les capacités des acteurs locaux pour une meilleure appropriation des résultats et l'intervention s'est faite dans une perspective de recherche et de co-apprentissage.

L'objectif de cette rencontre est donc double :

1. Partager le modèle d'intervention, sa méthodologie, ses forces et faiblesses ainsi que les tendances lourdes des incidences pour chaque résultat visé et les indicateurs prédéfinis, dans le but de proposer des solutions alternatives dans la démarche.
2. Il sera aussi discuté de la nécessité de renforcer davantage la synergie entre les organisations de la Société Civile afin de consolider les acquis des différentes interventions et partager les bonnes pratiques pour améliorer l'accès à la justice des victimes de violences sexuelles au Sénégal.

IV. Méthodologie de la Session

Cette Session a été organisée par le RADI à Dakar en présence des Organisations qui interviennent sur la thématique ainsi que des médias. Elle a été facilitée par l'Equipe de Chercheurs du Projet et a comporté trois (03) parties.

- Présentation du modèle d'intervention
- Présentation de la méthodologie de l'intervention (autonomisation-mobilisation) ;
- Partages des incidences clés et solutions alternatives ;
- Discussions, échanges et capitalisation de bonnes pratiques ;

V. Déroulement de l'Atelier :

5.1.Cérémonie d'Ouverture

- **Mot de bienvenue du SG du RADI :** Le SG du RADI, Monsieur Dame SALL a démarré l'ouverture de l'atelier par des mots de remerciements à l'endroit à l'équipe des chercheurs du projet pour leur engagement sans faille tout au long du projet.
Dans son discours, le Secrétaire Général du RADI a rappelé que les résultats vont permettre d'avoir l'argumentaire technique et scientifique irréfutable pour aborder avec plus d'assurance et de sérénité toutes actions allant dans le sens de la sensibilisation pour la prévention et la lutte contre les violences sexuelles. Mais, il a également affirmé que ces résultats inquiétants doivent alerter aussi bien les autorités de la société civile locale ainsi que les médias sur la nécessité d'agir en synergie pour prévenir les violences sexuelles et faciliter l'accès à la justice des victimes. C'est la raison pour laquelle, la majorité des organisations de la société civile a été conviée à cette rencontre afin de mettre les résultats à leurs dispositions et recueillir leurs recommandations afin de mieux orienter le plaidoyer pour une meilleure prise en charge des victimes.
- **Présentation des objectifs de la session :** Le Docteur Oumoul Khairy COULIBALY TANDIAN, Coordinatrice Scientifique a affirmé que cette session a pour but de partager le modèle d'intervention et ses incidences avec les Organisations de la société civile et de recueillir leurs avis et recommandations afin de mieux réorienter la pérennisation du projet.

5.2. Présentations plénières des Chercheurs

5.2.1 Rappel du Projet et présentation des différentes composantes du modèle d'intervention :

Mme Tandian est revenu sur un bref rappel du projet (contexte et justification, objectifs, méthodologie d'intervention).

Selon, elle, ce projet, mis en œuvre par le Réseau Africain pour le Développement Intégré (RADI) avec l'appui technique et financier du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) a pour objectif principal d'améliorer l'accès à la justice des femmes victimes de violences sexuelles, en milieu rural en Mauritanie et au Sénégal dans le but de lutter contre l'impunité de ces violences et contribuer à leur prévention.

De manière plus spécifique, le projet vise à :

1. Etablir une meilleure connaissance de l'ampleur, des causes et des formes et des conséquences des violences sexuelles dans les sites choisis en produisant des statistiques désagrégées (Etat des lieux) ;
2. Analyser et interpréter les facteurs socioculturels, géographiques, économiques, historiques, politiques et religieux qui entravent l'accès des victimes de violence sexuelle à une justice proche, diligente et efficace.
3. Proposer des modèles réalistes alternatifs d'accès à la justice pour les femmes et filles rurales victimes de violences sexuelles notamment à travers des activités d'autonomisation de ces femmes.

L'idée de base est donc, d'une part, de coproduire, accumuler et partager des connaissances pratiques sur comment prévenir les violences sexuelles contre les femmes et améliorer l'accès à la justice pour les victimes de violences sexuelles et, d'autre part, de se servir des résultats obtenus pour autonomiser les femmes victimes et victimes potentielles et mobiliser les communautés contre l'impunité des violences sexuelles.

Elle a rappelé des différentes composantes du modèle d'intervention qui est basée sur la recherche-action consistant à la participation des bénéficiaires, à la production et à l'expérimentation des résultats de la recherche (enrôlement de facilitateurs issus des communautés dans les enquêtes) et la mise en place de comités d'autonomisation pour les activités de sensibilisation (utilisation des résultats de la recherche par les comités pour sensibiliser les populations).

5.2.2 Partage des incidences clés : Cette présentation a été faite par le Dr Fatma LAMESSE- DIEDHIOU, Chercheure Nationale du projet.

Mme DIEDHIOU a rappelé aux participants la méthodologie de la recherche du projet qui a combiné l'approche qualitative et quantitative dans les 03 départements de Kolda, 3 communes et 12 villages. 31 questionnaires ont été administrés aux comités, 159 aux communautés, 38 guides d'entretien et 7 focus groupes. Elle a aussi rappelé les caractéristiques socio démographiques des répondants (effectif, âge, niveau d'instruction, situation matrimoniale, profession ou activité exercée).

La phase action a été caractérisée par l'utilisation des résultats de la recherche par les comités d'autonomisation pour sensibiliser et conscientiser les communautés sur les violences

sexuelles et l'accès à la justice. Le modèle d'intervention ainsi développé a permis de noter les résultats suivants :

Résultats 1 : Femmes et communautés mieux outillées pour faire valoir leurs droits :

Des outils de communication ont été élaborés et distribués aux membres des comités d'autonomisation (45 personnes dont 22 hommes et 23 femmes) pour faciliter leur compréhension sur les thématiques du projet. Ces outils (Fiches, Dépliants, Boîtes à images, Cartes, Calendriers illustratifs), leurs servaient aussi de base pour animer leur activités d'information et de sensibilisation des communautés. Les renforcements de capacités auxquels ont bénéficiés les membres des comités sur les techniques d'animation et de communication les ont permis de mener à bien leurs activités de sensibilisation.

Résultats 2 : Femmes et communautés mieux conscientes de leurs droits pour demander justice

En effet, les consciences des femmes et des communautés sont mieux éveillées sur les types de VS et la nécessité de lutter contre. Il y a eu aussi une meilleure connaissance de la législation et fonctionnement de la justice. Ainsi par exemple :

- ✚ **78,6%** des familles et les communautés reconnaissent maintenant les mariages précoces et forcés comme des violences sexuelles;
- ✚ **77,4** parmi elles sont capables d'indiquer les sanctions encouru dans cette situation;
- ✚ **60%** savent comment écrire une plainte et la déposer à la Gendarmerie;
- ✚ **51,6 %** peuvent s'adresser directement devant le Procureur;
- ✚ **90%** affirment connaître les acteurs de la chaîne de référencement en cas de violences sexuelle;
- ✚ **61,6%** affirment désormais vouloir porter plainte

Résultats 3 : Promptitude à saisir la justice formelle et non formelle grâce au travail des comités : Les communautés sont maintenant capables de saisir la justice pour dénoncer les cas de violences sexuelles. Ainsi, comparativement aux résultats de la situation de référence, on note une amélioration de la dénonciation et de la perception de certains facteurs qui sont à l'origine : Aucune forme de violence n'avait fait l'objet de dénonciation durant les 12 mois précédents la situation de référence, en revanche, au moment de l'évaluation finale, quinze

(15) cas de violences (1 cas de viol présumé ; 1 cas de harcèlement, avec violence verbale à caractère sexuel ; 2 cas de mariage précoce évités ; 2 cas de mariage précoce cassés ; 1 cas de mariage forcé d'une fille ; 2 cas négligence sexuelle accompagnée de violence économique ; 6 cas de violences physiques conjugales avec coups et blessures) ont été pris en charge par les comités.

Les populations sensibilisées semblent plus promptes à dénoncer, toutefois, ce sont essentiellement des cas de tentatives de mariages précoce/forcé mais également de violences conjugales qui ont été signalés. Le déni du viol persiste en effet, une situation qui se traduit par l'importance de la proportion de populations sensibilisées (48%), qui affirment que ce fléau n'existait plus bien avant l'intervention des comités. En plus des cas dénoncés, les populations savent également comment prévenir des cas de VS. En effet, les activités de sensibilisation ont induit à des changements probants dans les comportements.

5.2.3. Forces et faibles du modèle d'intervention : Cette présentation, faites par le Dr Rosnert ALLISSOUTIN, Expert en Méthodologie du projet a analysé les forces et les faiblesses du modèle d'intervention.

Forces :

- ✚ Equipe polyvalente permettant de gérer les différentes facettes du projet (recherche, activisme, évaluation) ;
- ✚ Intégration précoce des communautés (alliés) dans la recherche sans instrumentalisation ;
- ✚ Engagement bénévole des communautés ;
- ✚ Approche partenariale : implication des autorités et de la société civile locale ;
- ✚ Anticipation sur l'équation de la pérennité du projet.

Faiblesses :

- ✚ Difficultés pour les communautés à appréhender certains aspects techniques du projet ;
- ✚ Analphabétisme de certains membres du comité d'autonomisation ce qui a justifié le déficit de compréhension des éléments de résultats (analyse des résultats) ;
- ✚ Difficulté à obtenir des changements sociaux significatifs dans le temps imparti au projet ;
- ✚ Insuffisance des moyens financiers alloués à la phase « action ».

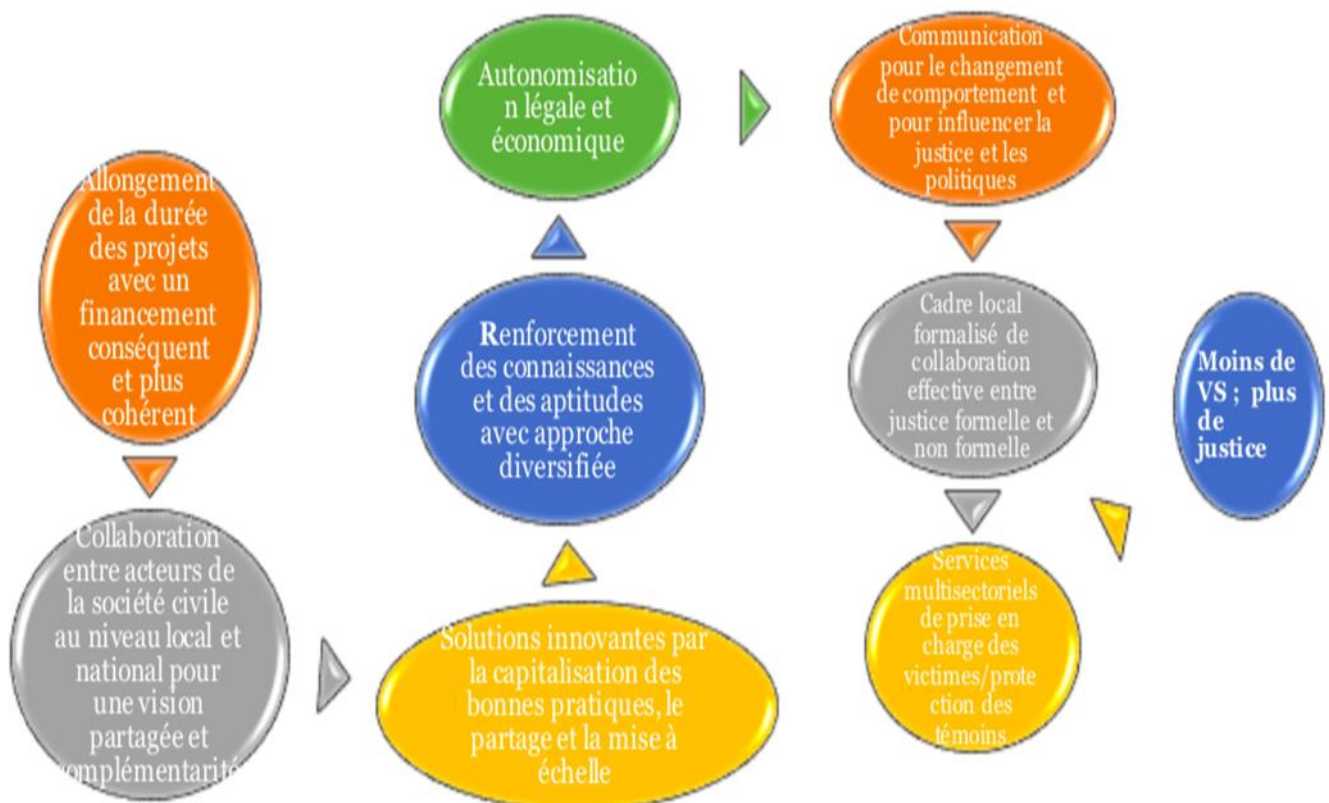
Dr Rosnert a par ailleurs recommander au RADI de mieux capitaliser les forces (acquis) du projet et mieux les vulgariser pour une mise à l'échelle du modèle. Il a aussi suggérés de tirer les leçons des difficultés rencontrés et de les prendre en comptes dans les prochaines interventions dans la lutte contre les violences sexuelles.

5.2.4. Propositions de pistes de solutions alternatives d'accès à la justice par Mme Tandian :

Le postulat de ce projet de recherche-action était de coproduire des connaissances afin d'en arriver à des solutions alternatives d'accès à la justice. C'est pourquoi Mme Tandian affirme qu'il n'y a pas de solution miracle à l'accès à la justice. Il y a plutôt des domaines stratégiques d'intervention, comme pierres angulaires pouvant catalyser des améliorations significatives contre l'impunité et pour la prévention des violences, et qui repose sur les acquis de notre intervention.

Ainsi, au bout de leurs efforts, les chercheuses sont parvenues à proposer un modèle alternative d'accès à la justice qui est schématisé comme suit :

Modèle alternatif d'accès à la justice pour les femmes rurales



Mme Tandian a conclu en affirmant que ce modèle, partagé et appliqué par les acteurs intervenant dans le domaine, pourrait avoir un impact fort sur la prévention des violences sexuelles en milieu rural et la lutte contre l'impunité.

5.3. Résumé des questions et discussions

La plupart des organisations présentes à cette session ont magnifié l'initiative de partager les résultats de la recherche-action menée sur les violences surtout en ce moment où l'actualité fait état de la recrudescence des violences faites aux femmes et aux filles au Sénégal (viol et agressions sexuelles suivit de meurtres : cas actuel du meurtre de Binta Camara).

Mr Dong du Réseau Siggil Jiggen a tenu à féliciter le RADI pour cette importante initiative qui vient compléter le gap de non disponibilité de statistiques et de données fiables pouvant servir de base à l'intervention des OSC au Sénégal. Il souhaite par ailleurs que ce modèle de recherche-action participative serve de référence aux OSC pour un maillage au niveau national.

Par ailleurs, certains participants comme **Mme Traoré, de WILDAF Sénégal** s'inquiète du pourquoi de cette recrudescence. Selon elle, malgré les nombreuses stratégies et interventions des acteurs (Etats, Société civile etc.) le fléau persiste toujours et pire c'est accompagné maintenant de meurtres. Cela traumatise et installe la psychose constante chez les familles. C'est pourquoi elle se dit espérer que ces résultats serviront de modèle qui pourrait être reproduit par les organisations de la société civile pour de meilleurs résultats dans leurs interventions.

Monsieur Moustapha Diagne, Chargée de Programme à Amnesty international, après avoir magnifié cette initiative du RADI, d'impliquer les acteurs de la société civiles à toutes les étapes du projet, s'indigne par ailleurs de la multitude d'intervention des ONG. En effet il affirme qu'on a l'impression que les actions se répètent dans les mêmes zones d'interventions et parfois avec les mêmes cibles. Il propose ainsi à ce que les OSC se concertent mieux pour éviter les doublons dans les interventions.

Cela a suscité le débat sur l'impact des actions des ONG, OSC et OCB dans la lutte contre les violences basées sur le genre. Tous les participants sont d'accord que les interventions dispersées des acteurs ne facilitent pas l'obtention de meilleurs résultats. Mais les OSC restent confrontées à plusieurs défis qui limitent leurs actions et la survie même des organisations :

- Les appels à projets sont devenus restreints, concurrentiels et limités dans le temps au point de ne pas laisser le temps aux ONG/OSC d'agir en synergie.
- La survie institutionnelle des organisations pose aussi problème : En effet, le manque de ressources institutionnelles des OSC ne facilite pas non plus l'intervention pour couvrir les zones les plus touchées par les phénomènes de violences (milieu rural enclavé en général)

La question du **choix de la région de Kolda** a aussi suscité un débat entre participants et chercheurs. En effet pour certains la recrudescence des violences semble être plus notée à Diourbel selon une étude du GESTE (72,2% pour Diourbel et 54% pour Kolda. Mais il faut aussi noter que ces chiffres datant de 2014 ne sont plus d'actualité. Aujourd'hui, il n'y a pas de statistiques globales nationales mesurant le taux de violence par région. Mais les chercheurs ont justifié le choix de Kolda sur la base de plusieurs facteurs. En effet, il s'explique et se base sur trois raisons majeures qui en sous-tendent d'autres plus spécifiques : premièrement, le **fort taux de prévalence des violences sexuelles** et particulièrement celles contre les femmes comparativement aux autres régions du pays. Deuxièmement, sa **position géographique** (frontalière avec des pays comme la Gambie, les Guinée Bissau et Conakry) et qui en a fait la région enregistrant le **plus fort de taux de VIH/Sida (2%)** alors que la moyenne nationale est de 0,7%. Troisièmement, ce choix s'explique par le fait que c'est **une région non seulement rurale mais aussi très enclavée** qui concentre en son sein une large communauté conservatrice où la domination masculine est de mise. S'y ajoute, une **superposition d'une justice moderne et d'une justice coutumière** que l'isolement géographique a laissée presque intacte.

Mme Seck Ndeye Bouba, Directrice de la radio communautaire Manooré FM, la Radio des Femmes, est revenue quant à elle sur l'importance de l'utilisation des médias dans la sensibilisation et la conscientisation sur les violences sexuelles. Elle a partagé des informations sur les possibilités de partenariat avec le RADI pour l'utilisation du créneau horaire (émission) spécialement réservé aux femmes par la radio Manorée FM, pour assurer

une large diffusion des résultats du projet. Elle suggère aussi au RADI de renforcer l'utilisation des médias sociaux (Facebook, Twitter etc.) pour une vulgarisation des recommandations de l'intervention.

-

Mme Fatou Binetou Thioune de la RADDHO est allée dans le même sens en affirmant que ces résultats sont plus qu'importants car cela aiderait les organisations de la société civile à disposer des données de base pour mieux argumenter leur plaidoyer envers les décideurs. Mais elle affirme que c'est un modèle d'intervention qui mériterait d'être dupliqué à l'échelle nationale.

Mme Ndeye Daro Fall du CLVF a magnifié cette session de partage car elle avoue qu'une seule organisation ne peut à elle seule tout faire pour éradiquer le fléau des violences basées sur le genre. Elle suggère cependant au RADI d'utiliser le réseautage des organisations de promotion des Droits des femmes pour mieux valoriser ce modèle d'intervention.

La **Chargée de Communication du Réseau Siggil, Maimouna Diouf** a profité de l'occasion de cette session pour lancer un appel à toutes les organisations présentes à venir massivement participer au sit-in qui sera organisé par le Collectif Daffadoy contre les Violences Basées sur le Genre, qui se tiendra à la place de la Nation à Colobane. Cette grande manifestation sera l'occasion pour toutes les organisations de la société civile réunies autour du collectif de crier leur rat-le bol face à la recrudescence des violences sexuelles au Sénégal.

5.4. Clôture de la session et recommandations

Cette session a été clôturée par le SG du RADI qui a réitéré ses remerciements à l'endroit de la société civile d'avoir bien voulu répondre à ce partage. Il se dit satisfait aussi des esquisses de résultats obtenus par le projet et espère que le modèle d'intervention servira d'exemple à l'échelle nationale. Il rassure que les résultats finaux du projet seront partagés avec les décideurs et les organisations de la société civile pour une meilleure vulgarisation.

Il a fait aussi le résumé de quelques recommandations :

- Ce modèle de recherche-action participative devrait servir de référence aux OSC pour un maillage au niveau national.
- Renforcer la synergie d'action entre les OSC pour éviter les doublons dans les interventions.

- Mieux utiliser les médias dans la sensibilisation et la conscientisation des communautés l'impact des violences sexuelles surtout au niveau national (possibilité de partenariat entre RADI et la radio Manorée FM, pour assurer une large diffusion des résultats du projet. Il faudra aussi l'utilisation des médias sociaux (facebook, Twitter etc) pour une vulgarisation des recommandations de l'intervention.
- Profiter du Sit-in du Collectif Daffadoy pour partager des messages forts et des recommandations formulées par les résultats

VI. Résultats obtenus de la Session :

Cet Atelier a permis aux participants de mieux comprendre le modèle d'intervention, sa méthodologie, ses forces et faiblesses ainsi que les tendances lourdes des incidences de l'intervention des comités d'autonomisation. Les participants ont aussi discuté sur la nécessaire synergie entre les organisations de la Société Civile afin de consolider les acquis des différentes interventions et partager les bonnes pratiques pour améliorer l'accès à la justice des victimes de violences sexuelles au Sénégal.

VII. Albums photos



VIII. Documents Annexes

- TDRs de l'Atelier
- Agenda de l'Atelier

